



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/604T

Arrêté portant interdiction de stationnement et restriction de la circulation, dans le cadre de travaux de renouvellement d'une canalisation d'eau potable et des branchements, rue du Pont Ancien, à Poissy, du 10 juin au 5 juillet 2024

Le Maire,

Vu la demande en date du 23 mai 2024, par laquelle la Société Cise TP sollicite des mesures de restriction de stationnement et de circulation afin d'effectuer des travaux de renouvellement d'une canalisation d'eau potable et des branchements, du 10 juin au 5 juillet 2024, rue du Pont Ancien, à Poissy,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu la permission de voirie délivrée par le Conseil Départemental des Yvelines sous le n° UEEP-2024-061,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, dans diverses voies de Poissy,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux de renouvellement d'une canalisation d'eau potable et des branchements doivent être réalisés par la Société Cise TP, du 10 juin au 5 juillet 2024, rue du Pont Ancien, à Poissy,

Considérant que la Société Cise TP utilisera des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du 10 juin au 5 juillet 2024, le stationnement sera interdit de part et d'autre des travaux de renouvellement d'une canalisation d'eau potable et des branchements, rue du Bac, à Poissy, sauf pour la Société Cise TP.

Article 2 :

Du 10 juin au 28 juin 2024, de 9h00 à 16h00, la circulation sera interdite sur la voie de droite et déviée sur la voie de gauche, rue du Pont Ancien entre la rue du Bac et le boulevard Gambetta à Poissy, dans le cadre de la réalisation de travaux de renouvellement d'une canalisation d'eau potable et des branchements.

Article 3 :

Du 22 juin au 5 juillet, de 9h00 à 16h00, la circulation sera interdite sur la voie de gauche et déviée sur la voie de droite, rue du Pont Ancien vers le boulevard Gambetta à Poissy, dans le cadre de la réalisation de travaux de renouvellement d'une canalisation d'eau potable et des branchements.

Article 4 :

Du 10 juin au 5 juillet 2024, la Société Cise TP devra mettre en place une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux, sis rue du Pont Ancien, à Poissy.

Article 5 :

Du 10 juin au 5 juillet 2024, la Société Cise TP sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, en dérogation de l'arrêté permanent n° 306 du 21 novembre 1970 et de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 6 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 7 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 5 juin 2024

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 06/06/2024